



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Sous-préfecture des Sables d'Olonne
Secrétariat général**

Arrêté N° 20-SPLSO-109

imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus, dans certains espaces publics à forte concentration de personnes à la Tranche-sur-Mer

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3136-1 ;

Vu la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 12 juillet 2017 nommant Monsieur Benoît BROCARD, préfet de la Vendée ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20-DRCTAJ/2-570 en date du 12 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Thierry Bonnet, sous-préfet des Sables d'Olonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20-DRCTAJ/2-5 en date du 02 septembre 2020 portant suppléance du Préfet de la Vendée par le Sous-Préfet des Sables d'Olonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20-SPLSO-113 en date du 04 septembre 2020 imposant le port du masque au sein des marchés de plein air, des salons et foires en extérieur, des braderies et des brocantes dans le département de la Vendée ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

Considérant que la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence prévoit, à

son article 1^{er}, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du II de l'article 1^{er} du décret n°2020-860 susvisé : « Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, sur les voies publiques très fréquentées, est de nature à limiter le risque de circulation du virus ;

Considérant que, malgré la réduction de la fréquentation touristique en fin de période estivale, la population de la Tranche-sur-Mer connaît encore une augmentation significative les week-ends jusqu'à la fin du mois de septembre, notamment dans certaines voies publiques ;

Considérant que la configuration et la fréquentation extrêmement importante de certains espaces publics de la commune de la Tranche-sur-Mer durant les week-ends du mois de septembre ne permettent pas de faire respecter les mesures de distanciation sociale, renforçant ainsi le risque de voir apparaître un foyer épidémique ;

Sur la proposition du maire de la Tranche-sur-Mer ;

Sur la proposition du sous-préfet des Sables d'Olonne ;

Arrête

Article 1 : A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au mercredi 30 septembre 2020 inclus, le port du masque est obligatoire les week-ends, du vendredi 19h00 au lundi 08h00, pour les personnes de onze ans et plus, dans les espaces publics suivants de la Tranche-sur-Mer :

- Avenue de la Plage, pour sa partie comprise entre l'Avenue Maurice Samson et la Rue Anatole France ;
- Rue de La Côte Sauvage, pour sa partie entre l'Avenue de La Plage et le Parking de l'Ecole de la Mer ;
- Place Du Capitaine Bigot, partie basse ;
- Avenue de la Plage, pour sa partie comprise entre la rue A. France et la salle Communale de « L'Aunis » ;
- Rue Aristide Briand du n°13 à l'Avenue de la Plage ;
- Avenue de la Plage pour sa partie comprise entre la Rue Aristide Briand et l'Avenue Maurice Samson ;
- Rue Victor Hugo pour sa partie comprise entre l'Avenue Maurice Samson et l'Avenue de la Plage ;

- Avenue Maurice Samson pour sa partie comprise entre le Poste de Secours de la Plage Centrale et le parking Stella Maris ;
- Place de la Liberté ;
- Rue de l'Hôtel de Ville ;
- Rue Jules Ferry ;
- Le Centre-Ville de La Grière du Rond-Point des anciens combattants à la rue des mimosas ;
- Le périmètre des marchés du centre-ville et du quartier de La Grière.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 10 juillet 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

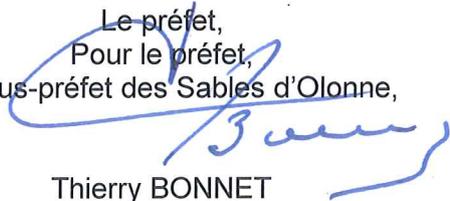
Article 3 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État de la Vendée ainsi que sur le site Internet à l'adresse <http://www.vendee.gouv.fr>. Il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois à compter de sa publication, par le moyen de Télérecours citoyen.

Article 4 : Conformément aux dispositions du VII de l'article 1^{er} de la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 susvisée, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^e classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750€ d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : La sous-préfète, directrice de cabinet, le sous-préfet des Sables d'Olonne, le directeur départemental de la sécurité publique de la Vendée, la colonelle commandant le groupement de gendarmerie de la Vendée et le maire de la commune de la Tranche-sur-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait aux Sables d'Olonne, le 04 septembre 2020

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet des Sables d'Olonne,


Thierry BONNET